

<https://www.pressegauche.org/Milieus-familiaux-La-greve-generale-pour-l-avancement-economique-des-femmes-CSQ>



Milieus familiaux - La grève générale pour l'avancement économique des femmes ! (CSQ)

- Communiqués -
Date de mise en ligne : lundi 21 septembre 2020



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 21 sept. 2020 - Devant l'impasse des négociations entourant le renouvellement de la convention collective des 10 000 responsables de services éducatifs (RSE) en milieu familial, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec (FIPEQ-CSQ) amorcent la tenue d'une grève générale illimitée pour le secteur de la petite enfance au Québec et réclament le droit des femmes du Québec de prendre part activement à la relance.

Après 18 mois de stagnation dans la négociation, de grèves rotatives et d'offres aussi irrespectueuses que dégradantes à 12,83 dollars l'heure (en bas du salaire minimum), le refus hier du ministre de la Famille, Mathieu Lacombe, de confier la question financière en arbitrage confirme son absence totale de volonté pour régler le conflit et d'améliorer les conditions économiques globales des femmes. Avec le refus du gouvernement de créer davantage de places en milieu familial pour répondre à la pénurie, la CSQ et la FIPEQ-CSQ joignent leurs voix pour dénoncer ces multiples attaques frontales qui, en finalité, empêchent les femmes de participer activement à la relance économique.

Le ministre en guerre idéologique contre l'avancement économique des femmes

D'une même voix, les organisations dénoncent le discours du ministre de la Famille, qui invoque aujourd'hui la pandémie comme prétexte pour ne pas augmenter le salaire des 10 000 intervenantes. Comme preuve de l'entêtement idéologique du ministre, la CSQ et la FIPEQ-CSQ rappellent que les offres insultantes actuellement à l'origine du conflit remontent à décembre 2019, bien avant le début de la pandémie, et que les négociations stagnent depuis 18 mois. Devant cet argumentaire gouvernemental cousu de fil blanc, les organisations déplorent que le ministre de la Famille fasse le choix de prendre les familles du Québec en otage, en pleine pandémie, pour mener une guerre idéologique contre l'amélioration économique des femmes.

« Cela fait 18 mois que les négociations n'avancent pas. Cela fait 18 mois que le ministre de la Famille refuse de mettre fin à l'indécence et qu'il continue de proposer un revenu en bas du salaire minimum pour 10 000 intervenantes au Québec. Nous invitons les Québécoises et les Québécois à tenir tête à ceux qui disent que l'amélioration économique des femmes coûte trop cher et peut attendre à plus tard. Les femmes veulent prendre part à la relance économique du Québec avec un salaire décent. Est-ce que c'est trop demander au gouvernement du Québec en 2020 ? », questionne Sonia Ethier, présidente de la CSQ.

« Le message que nous lançons aujourd'hui à l'endroit du gouvernement est clair : les femmes disent « non » à un salaire dégradant en bas du salaire minimum. Nous ne sommes pas des travailleuses de seconde classe. Et encore plus que leur simple revenu, les responsables de services éducatifs en milieu familial vont au front pour les familles et revendiquent des services de meilleure qualité pour l'avenir des enfants. C'est l'avenir des services éducatifs pour nos enfants qui est actuellement en jeu. Comme depuis 18 mois, la balle est dans le camp du ministre ! », explique Valérie Grenon, présidente de la FIPEQ-CSQ.